Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Négociations israélo-palestiniennes: Des discussions inutiles, mais aussi lourdes de danger

Par Jonathan Cook
Mondialisation.ca, 08 août 2013
The Palestine Chronicle 2 août 2013

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Analyses: LA PALESTINE

Violente répression d'une manifestation pacifique contre l'extension du mur d'apartheid à Bi'lin, en août 2005. Cette photo est plus conforme à la façon dont l'occupant israélien conçoit le « dialogue » avec les Palestiniens – Photo : Mahmoud Burnat

Cela n'égale sans doute pas l'attente fiévreuse déclenchée par cette fameuse poignée de main entre les dirigeants israéliens et palestiniens sur la pelouse de la Maison Blanche en 1993, mais le sentiment d'espoir inspiré par la reprise tant souhaitée de pourparlers de paix, est à la fois tangible et profondément déplacé.

Les pourparlers dont il a été convenu qu'ils commenceraient pour de bon dans la région à la mi-août, ont lieu non pas parce que le Premier ministre d'Israël, Benjamin Netanyahu, ou l'ex-président palestinien, Mahmoud Abbas, estiment qu'un accord est à portée de main. Les deux parties acceptent de discuter juste pour éviter d'être critiquées pour avoir mis dans l'embarras John Kerry, le secrétaire d'État américain.

L'ambiance factice d'un « changement qui est dans l'air » a été illustrée la semaine dernière par un sondage révélateur montrant que 55% des Israéliens voteraient pour un accord si on lui en soumettait un, avec 25% qui y seraient opposés. Ce qui est totalement négligé, c'est le fait que beaucoup plus d'Israéliens – 70%- croient qu'un accord ne peut être atteint, tandis que 60% disent que la raison en est que Netanyahu n'acceptera jamais de céder une portion de territoire.

Les Palestiniens ne sont guère plus optimistes. Un récent sondage a mis en évidence un maigre 8% ayant un minimum de confiance dans les États-Unis en tant que médiateur.

Alors que les Palestiniens et les Israéliens ordinaires sont soit déprimés, soit indifférents, leurs dirigeants et de nombreux observateurs s'obstinent à parler de possibilités d'une percée.

En partie, cet optimisme est sous-tendue par une décision inattendue et largement symbolique prise récemment par l'Union européenne (UE), de pénaliser les colonies. Dès l'année prochaine, l'UE est censée refuser le financement d'institutions israéliennes opérant dans les territoires occupés.

Il s'agit d'une pilule difficile à avaler pour Israël, qui cherche déjà comment punir l'Europe. Le dernier week-end, nous avons appris le refus par l'armée israélienne de l'accès du personnel de l'UE à Gaza, et le blocage des projets européens dans la zone C, soit dans près

de deux tiers de la Cisjordanie contrôlés exclusivement par Israël.

Mais alors que l'initiative européenne a provoqué la colère d'Israël, il se pourrait bien que ce soit la raison de l'acceptation par Netanyahu de nouvelles négociations.

Israël et ses partisans ont longtemps cultivé l'idée que la manière forte, comme le boycott et les sanctions, ne servaient qu'à pousser le public et les politiciens israéliens encore plus à droite. Ce serait une des raisons pour lesquelles les États-Unis et l'Europe ont toujours traité Israël avec des gants depuis que le processus d'Oslo a commencé il y a deux décennies.

Et pourtant, l'initiative anti-colonies de l'UE suggère que c'est le contraire qui est vrai. Les deux acolytes, Netanyahu et Abbas, se sont précipités dans les pourparlers dans la foulée de l'annonce de l'UE – et pour la même raison.

Pour Netanyahu, la décision de l'Europe était un bâton qui a pu lui servir pour faire peur à l'extrême-droite de son gouvernement. Il pouvait argumenter, en étant convaincant, que le maintien de l'intransigeance israélienne à propos de pourparlers ne ferait qu'aggraver l'isolement du pays – d'où ses références un peu obscures aux « intérêts stratégiques d'Israël ».

Israël a beaucoup plus à craindre des Palestiniens si c'est en dehors des limites d'un processus de paix bidon. Il y a la menace des Palestiniens de passer à la vitesse supérieure en demandant de nouvelles sanctions de la part d'institutions comme l'Union européenne, ou en présentant à nouveau une demande pour une reconnaissance étatique aux Nations Unies, ou en traînant Israël devant la Cour pénale internationale à La Haye pour cause de crimes de guerre .

Pour Abbas, la même décision de l'UE a été une carotte utille pour désarmer les critiques qui le mettaient en garde contre la reprise de négociations futiles qui endommageront la cause nationale palestinienne. En expliquant que les Européens voulaient contraindre Israël à faire machine arrière, Abbas pouvait faire valoir que le moment était enfin venu de négocier.

De façon plutôt inhabituelle, les États-Unis ne semblaient pas trop troublés par le mécontentement des Israéliens face au raidissement soudain de l'UE. Ou, comme un haut responsable américain l'a déclaré aux médias israéliens : « Les Européens nous donnent du temps et la possibilité d'essayer de faire aboutir les pourparlers en cours. »

Mais alors que les États-Unis, l'Europe, Netanyahu et même Abbas gagneront un peu de répit durant quelques mois de parlottes totalement vaines au sujet de la paix, il n'y a aucun signe que la pression qui a poussé Israël à accepter de discuter sera maintenue.

L'indication la plus inquiétante que les États-Unis persistent dans la voie des échecs est l'annonce du retour de Martin Indyk comme médiateur. Indyk, un lobbyiste israélien de longue date, est intimement lié aux échecs diplomatiques précédents.

En outre, les négociateurs eux-mêmes sont les mêmes figures totalement compromises qui se sont déjà fourvoyées dans le passé. Les Palestine Papers, divulgués par Al-Jazeera en 2011, ont révélé que dans des discussions antérieures, le négociateur palestinien Saeb Erekat avait osé abandonner beaucoup plus que les observateurs n'avaient jamais imaginé possible, et que même ces concessions hors de toute limite n'avaient pas réussi à satisfaire Tzipi Livni.

C’est qui est aussi étonnant, c’est d’entendre parler d’un processus de paix tenu par un calendrier de neuf mois plutôt que par la logique des négociations. Une motivation possible à ce désir de la Maison Blanche de faire traîner les pourparlers a été suggérée par un officiel ce mercredi : les USA veulent désespérément éviter la « catastrophe » de voir les Palestiniens solliciter à nouveau l’ONU.

Un autre baromètre pour juger les chances d’une percée sont les sourires détendus des ministres d’extrême-droite dans le gouvernement de Netanyahou, qui sont de toute évidence totalement éloignés de l’idée que les colonies puissent être en danger immédiat.

En fait, c’est l’inverse qui se passe. Israël a annoncé son intention de construire 1000 unités d’habitation pour colons au cours des prochains mois, en plus de la poursuite des constructions privées. A également été annoncé un projet de ligne de train reliant les colonies de peuplement aux villes israéliennes, de façon à rendre les implantations encore plus accessibles et attrayantes.

En ce qui concerne le processus de paix, Kerry a déjà prévenu : « un an, un an et demi, voir deux ans, et ce sera bouclé ». Mais cela veut dire quoi, « bouclé » ?

Ce qui est sûr, c’est que quelqu’un devra endosser l’échec des discussions, et le passé laisse imaginer que ce « quelqu’un », ce sera les Palestiniens. Netanyahu sera en mesure de faire valoir que, tout comme Kerry le craignait, le processus de paix est mort. Aucune direction palestinienne, prétendra-t-il, ne sera jamais capable de faire la paix.

Cela peut s’avérer un moment tentant pour Israël de mener à bien la tant désirée annexion de la zone C, la majeure partie de la Cisjordanie et toutes les colonies. Avec aussi peu que 100 000 Palestiniens restant dans la zone C après des décennies de nettoyage ethnique, Israël peut même leur proposer la citoyenneté israélienne sans menacer la judéité sacrée de l’État.

Non seulement une telle démarche satisferait la faim de Netanyahu pour encore plus de terres palestiniennes, mais elle lui permettrait de résoudre un autre problème, cette fois pour l’Europe et les États-Unis. Il n’aurait plus à s’inquiéter du boycott des colonies. L’annexion ferait qu’il n’y aurait plus de colonies auxquelles s’opposer.

Jonathan Cook a remporté le Prix Spécial de journalisme Martha Gellhorn. Ses derniers livres sont Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the to Remake the Middle East(Pluto Press) et Disappearing Palestine : Israel’s Experiments in Human Despair (Zed Books). Voici l’adresse de son site : http://www.jkcook.net.

2 août 2013 – The Palestine Chronicle – Vous pouvez consulter cet article à : http://www.palestinechronicle.com/o...
Traduction : Info-Palestine.eu – Claude Zurbach

La source originale de cet article est The Palestine Chronicle
Copyright © Jonathan Cook, The Palestine Chronicle, 2013

Articles Par : Jonathan Cook

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca